

Une version originale est également disponible en néerlandais



## Anheuser-Busch InBev

Société anonyme

Grand-Place 1, 1000 Bruxelles

Registre des personnes morales: 0417.497.106 (Bruxelles)

### Convocation à assister à l'assemblée ordinaire et extraordinaire du 30 avril 2014

Le Conseil d'administration d'Anheuser-Busch InBev SA (la « **Société** ») invite les actionnaires à participer à une assemblée ordinaire et extraordinaire (l' « **Assemblée** ») qui se tiendra le mercredi 30 avril 2014 à 11.00 heures (heure belge) au Brussels 44 Center (Auditorium 44), boulevard Pachéco 44 à 1000 Bruxelles, afin de délibérer et de voter sur l'ordre du jour suivant :

**A. DECISIONS QUI PEUVENT ETRE VALABLEMENT ADOPTEES SI LES ACTIONNAIRES PRESENTS OU REPRESENTES REPRESENTENT AU MOINS LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL, MOYENNANT L'APPROBATION PAR LES TROIS QUARTS DES VOTES AU MOINS**

**1. Changement concernant les droits de souscription existants octroyés aux administrateurs de la Société et à certains dirigeants**

*Proposition de décision* : décision de convertir automatiquement tous les droits de souscription existants octroyés aux Administrateurs (y compris les anciens Administrateurs) de la Société et certains cadres (y compris les anciens cadres) en options sur actions avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2014, de manière à ce qu'au moment de l'exercice de ces options sur actions, des actions existantes seront délivrées au lieu d'actions nouvelles ; et partant, constatation que tous les droits de souscription existant à la date du 1<sup>er</sup> mai 2014 deviendront sans objet à cette date; confirmation que les termes et conditions de ces options sur actions de remplacement seront identiques à ceux des droits de souscription, y compris en ce qui concerne le prix d'exercice et les conditions et périodes d'exercice, excepté dans la mesure strictement requise pour prendre en compte que des actions existantes seront délivrées au lieu d'actions nouvelles ; décision en vertu de laquelle ces options sur actions de remplacement continueront à contenir un droit d'exercice anticipé en faveur de leurs titulaires dans le cas prévu à l'article 501, deuxième alinéa du Code des sociétés (à savoir, dans le cas de certaines augmentations de capital), de la même manière que cela était prévu pour les droits de souscription.

## **2. Renouvellement des pouvoirs du Conseil d'administration en rapport avec le capital autorisé**

(a) Rapport spécial du Conseil d'administration à propos du capital autorisé, rédigé conformément à l'article 604 du Code des sociétés.

(b) *Proposition de décision* : annulation de l'autorisation de capital autorisé existante à concurrence du montant inutilisé, renouvellement de l'autorisation octroyée au Conseil d'administration d'augmenter le capital en conformité avec l'article 6 des statuts, en une ou plusieurs tranches, par l'émission d'un nombre d'actions ou d'instruments financiers donnant droit à un nombre d'actions, ne représentant pas plus de 3% du nombre d'actions en circulation à la date du 30 avril 2014, et modification de l'article 6 des statuts en conformité avec cette autorisation. Cette autorisation est accordée pour une durée de cinq ans à partir de la date de publication de cette modification des statuts au Moniteur belge.

## **B. DECISIONS QUI PEUVENT ETRE VALABLEMENT ADOPTEES SI LES ACTIONNAIRES PRESENTS OU REPRESENTES REPRESENTENT AU MOINS LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL, MOYENNANT L'APPROBATION PAR QUATRE CINQUIEMES DES VOTES AU MOINS**

### **1. Renouvellement des pouvoirs du Conseil d'administration concernant l'acquisition d'actions propres et remplacement de l'article 10 des statuts**

(a) *Proposition de décision* : renouvellement pour une durée de cinq ans à partir du 30 avril 2014, de l'autorisation octroyée au Conseil d'administration d'acheter les actions propres de la Société à concurrence d'un maximum de 20% des actions émises pour un prix unitaire ne pouvant être inférieur à un euro (EUR 1,-) ni supérieur à 20% au-dessus du prix de clôture le plus élevé au cours des vingt derniers jours de cotation des actions sur Euronext Brussels précédant la date de l'acquisition. L'autorisation précédente a expiré le 28 avril 2014.

(b) *Proposition de décision* : remplacement de l'article 10 des statuts par le texte suivant:

#### ***"Article 10. – ACQUISITION ET ALIENATION D'ACTIONNAIRES PROPRES***

*La société peut, sans autorisation préalable de l'Assemblée Générale, conformément à l'article 620 du Code des sociétés et dans les conditions prévues par la loi, acquérir en bourse ou hors bourse, ses propres actions à concurrence d'un maximum de 20% des actions émises de la société pour un prix unitaire ne pouvant être inférieur à un euro (EUR 1,-) ni supérieur à 20% au-dessus du prix de clôture le plus élevé au cours des vingt derniers jours de cotation des actions sur Euronext Brussels précédant la date de l'acquisition.*

*La société peut, sans autorisation préalable de l'Assemblée Générale, conformément à l'article 622, §2, 1° du Code des sociétés, aliéner en bourse ou hors bourse, les actions de la Société, dans les conditions déterminées par le Conseil d'Administration.*

*Les autorisations décrites dans les paragraphes précédents s'étendent également aux acquisitions et aliénations d'actions par les filiales directes de la société, faites conformément à l'article 627 du Code des sociétés.*

*Les autorisations décrites dans cet article sont accordées pour une durée de cinq (5) ans à dater de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 avril 2014."*

**C. DECISIONS QUI PEUVENT ETRE VALABLEMENT ADOPTEES QUEL QUE SOIT LE MONTANT DU CAPITAL REPRESENTE PAR LES ACTIONNAIRES PRESENTS OU REPRESENTES A L'ASSEMBLEE, MOYENNANT L'APPROBATION PAR LA MAJORITE DES VOTES EXPRIMES AU MOINS**

- 1. Rapport de gestion** du Conseil d'administration relatif à l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013.
- 2. Rapport du commissaire** relatif à l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013.
- 3. Communication des comptes annuels consolidés** relatifs à l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013, ainsi que du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du commissaire sur les comptes annuels consolidés.
- 4. Approbation des comptes annuels**

*Proposition de décision* : approbation des comptes annuels relatifs à l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013, en ce compris l'affectation suivante du résultat :

		<u>milliers EUR</u>
Bénéfice de l'exercice social :	+	1.748.957
Bénéfice reporté de l'exercice social précédent :	+	25.993.093
Résultat à affecter :	=	27.742.050
Prélèvement sur les réserves :	+	108.841
Déduction pour la constitution de la réserve indisponible :	-	81
Dividende brut pour les actions (*) :	-	3.285.525
Solde du bénéfice reporté :	=	24.656.285

(\*) Ceci représente un dividende brut pour 2013 de 2,05 euros par action, donnant droit à un dividende net de précompte mobilier belge de 1,5375 euros par action (dans l'hypothèse où le précompte mobilier belge est de 25%) et de 2,05 euros par action (en cas d'exemption du précompte mobilier belge).

Prenant en considération le dividende intérimaire brut de 0,60 euros par action payé en novembre 2013, un solde brut de 1,45 euros sera payable à partir du 8 mai 2014, à savoir un solde de dividende net de précompte mobilier belge de 1,0875 euros par action (dans l'hypothèse où le précompte mobilier belge est de 25%) et de 1,45 euros par action (en cas d'exemption du précompte mobilier belge).

Ce montant brut de dividende (et par conséquent le solde de dividende) peut fluctuer en fonction du nombre d'actions propres détenues par la Société à la date de paiement du dividende.

**5. Décharge aux Administrateurs**

*Proposition de décision* : décharge aux Administrateurs de toute responsabilité résultant de l'accomplissement de leur mandat pendant l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013.

**6. Décharge au commissaire**

*Proposition de décision* : décharge au commissaire de toute responsabilité résultant de l'accomplissement de son mandat pendant l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013.

## 7. **Nomination d'Administrateurs**

(a) *Proposition de décision* : renouvellement du mandat d'administrateur indépendant de **M. Kees Storm**, pour une période d'un an expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera invitée à approuver les comptes de l'exercice 2014. La Charte de Gouvernance d'Entreprise de la Société prévoit que le mandat des administrateurs prend fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui suit immédiatement leur 70<sup>ième</sup> anniversaire, sauf dans les cas spéciaux approuvés par le Conseil d'administration. Le Conseil estime qu'en l'occurrence, l'exception à la limite d'âge de 70 ans est justifiée eu égard au rôle clé que M. Storm a joué et continue de jouer en sa qualité d'administrateur indépendant. M. Storm répond par ailleurs aux critères fonctionnels, familiaux et financiers d'indépendance prévus par l'article 526ter du Code des sociétés et par la Charte de Gouvernance d'Entreprise de la Société, sauf l'exigence de ne pas avoir siégé en tant qu'administrateur non exécutif de la Société pendant plus de trois mandats successifs (article 526ter, par. 1, 2°). Sauf lorsque la loi oblige à appliquer la définition de l'article 526ter, par. 1, 2°, le Conseil propose de considérer que M. Storm continue d'être qualifié d'administrateur indépendant. Le Conseil estime en effet que la qualité et l'indépendance de la contribution de M. Storm au fonctionnement du Conseil n'ont en rien été influencées par la durée de son mandat. M. Storm a acquis une compréhension approfondie des activités de la Société, de sa stratégie et de sa culture spécifique, en particulier en sa qualité de président du Conseil et à la lumière de son expérience particulière, sa réputation et son parcours, il est dans l'intérêt de la Société de renouveler son mandat d'administrateur indépendant pour une durée d'un an. De plus, M. Storm n'entretient aucune relation avec une société qui est de nature à mettre en cause son indépendance, ainsi qu'il l'a formellement déclaré et ainsi que le Conseil d'administration l'estime.

(b) *Proposition de décision* : renouvellement du mandat d'administrateur indépendant de **M. Mark Winkelman**, pour une période d'un an expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera invitée à approuver les comptes de l'exercice 2014. M. Winkelman répond aux critères fonctionnels, familiaux et financiers d'indépendance prévus par l'article 526ter du Code des sociétés et par la Charte de Gouvernance d'Entreprise de la Société, sauf l'exigence de ne pas avoir siégé en tant qu'administrateur non exécutif de la Société pendant plus de trois mandats successifs (article 526ter, par. 1, 2°). Sauf lorsque la loi oblige à appliquer la définition de l'article 526ter, par. 1, 2°, le Conseil propose de considérer que M. Winkelman continue d'être qualifié d'administrateur indépendant. Le Conseil estime en effet que la qualité et l'indépendance de la contribution de M. Winkelman au fonctionnement du Conseil n'ont en rien été influencées par la durée de son mandat. M. Winkelman a acquis une compréhension approfondie des activités de la Société, de sa stratégie et de sa culture spécifique et à la lumière de son expérience particulière, sa réputation et son parcours, il est dans l'intérêt de la Société de renouveler son mandat d'administrateur indépendant pour une durée d'un an. De plus, M. Winkelman n'entretient aucune relation avec une société qui est de nature à mettre en cause son indépendance, ainsi qu'il l'a formellement déclaré et ainsi que le Conseil d'administration l'estime.

(c) *Proposition de décision* : renouvellement du mandat d'administrateur de **M. Alexandre Van Damme**, pour une période de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera invitée à approuver les comptes de l'exercice 2017.

(d) *Proposition de décision* : renouvellement du mandat d'administrateur de **M. Grégoire de Spoelberch**, pour une période de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera invitée à approuver les comptes de l'exercice 2017.

(e) *Proposition de décision* : renouvellement du mandat d'administrateur de **M. Carlos Alberto da Veiga Sicupira**, pour une période de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera invitée à approuver les comptes de l'exercice 2017.

(f) *Proposition de décision* : renouvellement du mandat d'administrateur de **M. Marcel Herrmann Telles**, pour une période de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera invitée à approuver les comptes de l'exercice 2017.

(g) *Proposition de décision* : constatation de la fin du mandat d'administrateur de M. Jorge Paulo Lemann et nomination en tant qu'administrateur de **M. Paulo Lemann** pour lui succéder, pour une période de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera invitée à approuver les comptes de l'exercice 2017. M. Paulo Lemann, un citoyen brésilien, a obtenu un B.A. en sciences économiques de la Faculdade Candido Mendes à Rio de Janeiro, Brésil. M Lemann a effectué un stage chez PriceWaterhouse en 1989 et a été employé en tant qu'analyste chez Andersen Consulting de 1990 à 1991. De 1992 à 1995, il a été analyste financier chez Banco Marka (Rio de Janeiro). De 1995 à 1996, il a été analyste financier pour Dynamo Asset Management (Rio de Janeiro). De 1997 à 2004, il a participé au début des activités d'investissement de hedge fund chez Tinicum Inc., un bureau d'investissement basé à New York qui conseillait le fonds de fonds Synergy où il a officié en tant que Portfolio Manager. M. Lemann est membre du conseil d'administration de Lojas Americanas, the Lemann Foundation et Ambev.

(h) *Proposition de décision* : constatation de la fin du mandat d'administrateur de M. Roberto Moses Thompson Motta et nomination en tant qu'administrateur de **M. Alexandre Behring** pour lui succéder, pour une période de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera invitée à approuver les comptes de l'exercice 2017. M. Behring, un citoyen brésilien, a obtenu un BS en ingénierie électrique de la Pontificia Universidade Católica de Rio de Janeiro et un MBA de la Harvard Graduate School of Business, où il a été diplômé comme Baker Scholar et Loeb Scholar. Il est le co-fondateur et le Managing Partner de 3G Capital, une société d'investissement internationale avec des bureaux à New York et Rio de Janeiro, depuis 2004. M. Behring est président du Conseil d'administration de Burger King depuis octobre 2010, suite à l'acquisition de Burger King par 3G Capital et est devenu président de H.J. Heinz suite à la clôture de l'acquisition de cette société par Berkshire Hathaway et 3G Capital en juin 2013. Par ailleurs, M. Behring a officié en tant qu'administrateur et membre des comités de rémunération et des opérations du conseil d'administration de CSX Corporation, une société de transport ferroviaire américaine de premier plan, de 2008 à 2011. Auparavant, M. Behring a travaillé chez GP Investment, l'une des sociétés de private equity les plus importantes d'Amérique latine, pendant environ 10 ans, dont huit en tant qu'associé et membre du comité d'investissement. Il a officié pendant sept ans (de 1998 à 2004), en tant qu'administrateur et CEO de la plus grande société de chemins de fer d'Amérique latine, ALL (America Latina Logistica). M. Behring fut le co-

fondateur et associé de Modus OSI Technologies, une société active dans le domaine de la technologie avec des bureaux en Floride et à Sao Paulo, de 1989 à 1993.

(i) *Proposition de décision* : nomination en tant qu'administrateur indépendant de **M. Elio Leoni Sceti** pour une période de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera invitée à approuver les comptes de l'exercice 2017. M. Leoni Sceti est un citoyen italien résidant au Royaume-Uni. Il est diplômé avec grande distinction en sciences économiques de LUISS à Rome, où il a réussi l'examen post-universitaire du barreau Dottore Commercialista. M. Sceti est actuellement CEO du groupe Iglo, une entreprise alimentaire européenne dont les marques sont Birds Eye, Findus (en Italie) et Iglo. Il possède plus de 20 ans d'expérience dans les secteurs des biens de consommation rapide et des médias. Il a occupé la fonction de CEO d'EMI Music de 2008 à 2010. Avant de commencer chez EMI, M. Sceti a eu une carrière internationale dans le marketing et a occupé des fonctions à responsabilité de premier ordre chez Procter & Gamble et Reckitt Benckiser. M. Sceti est également un investisseur privé dans des start-ups du secteur technologique et est actuellement président du conseil de Zeebox Ltd et de LSG holding et conseiller chez One Young World. M. Elio Leoni Sceti répond aux critères fonctionnels, familiaux et financiers d'indépendance prévus par l'article 526ter du Code des sociétés et par la Charte de Gouvernance d'Entreprise de la Société. De plus, M. Elio Leoni Sceti n'entretient aucune relation avec une société qui est de nature à mettre en cause son indépendance, ainsi qu'il l'a formellement déclaré et ainsi que le Conseil d'administration l'estime.

(j) *Proposition de décision* : nomination en tant qu'administrateur de **Mme María Asuncion Aramburuzabala Larregui**, pour une période de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera invitée à approuver les comptes de l'exercice 2017. La proposition de nomination de Mme Aramburuzabala en tant qu'administrateur a été faite conformément aux termes du rapprochement d'ABI avec Grupo Modelo. Mme Aramburuzabala est une citoyenne du Mexique et détient un diplôme de comptabilité de l'ITAM (Instituto Tecnológico Autónomo de México). Elle a exercé les fonctions de CEO de Tresalia Capital depuis 1996. Elle est également membre du Conseil d'administration de KIO Networks, Abilia Red Universalia, Grupo Modelo, Grupo Financiero Banamex, Banco Nacional de México et administrateur non-exécutif de Fresnillo plc, Médica Sur, Latin America Conservation Council, Calidad de Vida, Progreso y Desarrollo para la Ciudad de México et membre consultatif du Conseil d'administration de l'école de commerce de l'Instituto Tecnológico Autónomo de México.

(k) *Proposition de décision* : nomination en tant qu'administrateur de **M. Valentín Díez Morodo**, pour une période de quatre ans expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera invitée à approuver les comptes de l'exercice 2017. La proposition de nomination de M. Díez en tant qu'administrateur a été faite conformément aux termes du rapprochement d'ABI avec Grupo Modelo. Né en 1940, M. Valentín Díez a dépassé la limite d'âge de 70 ans pour exercer la fonction d'administrateur telle que prévue par la Charte de Gouvernance d'Entreprise de la Société. Le Conseil estime toutefois que l'exception à cette limite d'âge est justifiée eu égard au rôle clé que M. Díez a joué et continue de jouer au sein de Grupo Modelo de même que son expérience en matière commerciale et sa réputation exceptionnelles, entre-autres dans le secteur de la bière et l'industrie en général. M. Díez est un citoyen du Mexique et détient un diplôme en

sciences de gestion de l'Universidad Iberoamericana et a suivi les cours de post-graduat à l'université du Michigan. Il est actuellement président de Grupo Nevadi International, président du conseil de Consejo Empresarial Mexicano de Comercio Exterior, Inversión y Tecnología, AC (COMCE) et du comité bilatéral Mexique-Espagne de cette organisation. Il est membre du Conseil d'administration de Grupo Modelo, vice-président de Kimberly Clark de México et de Grupo Aeroméxico. Il est membre du Conseil d'administration de Grupo Financiero Banamex, Acciones y Valores Banamex, Grupo Dine, Mexichem, OHL México, Zara México, Telefónica Móviles México, Banco Nacional de Comercio Exterior, S.N.C. (Bancomext), ProMexico et de l'Instituto de Empresa, Madrid. Il est membre du Consejo Mexicano de Hombres de Negocios et président du conseil de l'Instituto Mexicano para la Competitividad, IMCO. Il est président de l'assemblée des associés de l'Universidad Iberoamericana, et fondateur et président de la Fondation Diez Morodo, qui favorise les causes sociales, sportives, d'éducation et philanthropiques. M. Diez est également membre du conseil de Museo Nacional de las Artes, MUNAL à Mexico et membre des International Trustees du Museo del Prado à Madrid, en Espagne.

## **8. Rémunération**

### **(a) Politique de rémunération et rapport de rémunération de la Société**

*Proposition de décision* : approbation du rapport de rémunération pour l'exercice 2013 tel que repris dans le rapport annuel 2013, en ce compris la politique de rémunération des dirigeants. Le rapport annuel et le rapport de rémunération pour l'année 2013 contenant la politique de rémunération des dirigeants peuvent être consultés comme indiqué à la fin de la présente convocation.

### **(b) Octroi d'options sur actions aux Administrateurs**

*Proposition de décision* : octroyer et, conformément à l'article 554, 7<sup>ème</sup> alinéa du Code des sociétés, approuver de manière expresse l'octroi de 15.000 options sur actions à chacun des Administrateurs non-exécutifs actuels de la Société pour l'accomplissement de leur mandat pendant l'exercice social clôturé le 31 décembre 2013. Toutefois, le nombre d'options sur actions octroyé au Président du Comité d'Audit s'élèvera à 20.000 et celui attribué au Président du Conseil d'administration s'élèvera à 30.000.

Les caractéristiques principales de ces options sur actions peuvent être résumées comme suit : chaque option sur action confère le droit d'acheter une action ordinaire existante de la Société, donnant les mêmes droits (y compris le droit à un dividende) que les autres actions existantes. Chaque option sur action est attribuée gratuitement. Son prix d'exercice équivaut au prix de clôture d'une action de la Société sur Euronext Brussels à la date du 29 avril 2014. Toutes les options sur action ont un terme de dix ans à partir de leur octroi et deviennent exerçables cinq ans après leur octroi. A la fin du terme de dix ans, les options sur actions qui n'auront pas été exercées deviendront automatiquement nulles et sans objet.

## **D. POUVOIRS**

### **1. Dépôts**

*Proposition de décision* : délégation de pouvoirs à Monsieur Benoît Loore, VP *Corporate Governance*, avec faculté de substitution et, le cas échéant, sans préjudice

d'autres délégations de pouvoirs, pour (i) l'exécution de la résolution A.1 concernant le changement relatif aux droits de souscription existants, (ii) la consolidation des statuts suite aux changements décrits ci-dessus, la signature de la version consolidée des statuts et leur dépôt auprès du greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles, (iii) tout autre dépôt et formalités de publication relatives aux décisions qui précèdent.

\*

Les participants à l'Assemblée sont invités à se présenter au lieu de la réunion 45 minutes à l'avance pour procéder aux formalités d'enregistrement.

#### **QUESTIONS CONCERNANT DES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR**

Une séance de questions et de réponses est prévue pendant l'Assemblée. En outre, les actionnaires ont la possibilité d'envoyer leurs questions par écrit à la Société préalablement à l'Assemblée à propos de sujets portés à l'ordre du jour. Ces questions doivent être communiquées à la Société au plus tard le 24 avril 2014, à 17 heures (heure belge) par courrier postal ou par courrier électronique. Une communication par courrier électronique ne sera valable que si elle est signée par signature électronique conformément à la législation belge applicable.

Les questions valablement adressées à la Société seront présentées pendant la séance de questions et de réponses. Les questions d'un actionnaire seront uniquement prises en considération si celui-ci a respecté toutes les formalités d'admission pour assister à l'Assemblée.

#### **MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR**

Un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble une participation d'au moins 3 % du capital social de la Société peuvent requérir l'inscription de nouveaux sujets à l'ordre du jour de l'Assemblée ou de nouvelles propositions de décision concernant des sujets inscrits ou à inscrire à cet ordre du jour.

Une telle requête ne sera valable que si, à la date à laquelle elle parvient à la Société, elle est accompagnée d'un document établissant la détention de la participation dont question à l'alinéa qui précède. Pour ce qui concerne les actions nominatives, ce document doit être un certificat constatant l'inscription des actions correspondantes sur le registre des actions nominatives de la Société. Pour ce qui concerne les actions dématérialisées, ce document doit être une attestation établie par un teneur de compte agréé ou un organisme de liquidation, certifiant l'inscription des actions en un ou plusieurs comptes tenus par ce teneur de compte ou cet organisme de liquidation.

Le texte des nouveaux sujets ou des nouvelles propositions de décision à inscrire à l'ordre du jour doit parvenir à la Société sur support papier original signé, au plus tard le 8 avril 2014 à 17 heures (heure belge). Ce texte peut également être communiqué à la Société dans le même délai par courrier électronique, pour autant que cette communication soit signée par signature électronique conformément à la législation belge applicable. La Société accusera réception des communications formulées par e-mail ou par courrier à l'adresse indiquée par l'actionnaire dans un délai de 48 heures à compter de cette réception.

La Société publiera un ordre du jour complété au plus tard le 15 avril 2014 si une ou plusieurs requêtes visant à inscrire de nouveaux sujets ou propositions de décision à l'ordre du jour lui sont valablement parvenues dans le délai précité. Dans ce cas, la Société mettra également à la disposition des actionnaires de nouveaux formulaires de procuration et de vote par



correspondance incluant ces nouveaux sujets ou propositions de décision. Les procurations reçues avant la publication de l'ordre du jour complété resteront valables pour les sujets couverts.

L'Assemblée n'examinera les nouveaux sujets ou propositions de décision à inscrire à l'ordre du jour à la demande d'un ou plusieurs actionnaires que si ceux-ci ont respecté toutes les formalités d'admission pour assister à l'Assemblée.

#### **FORMALITÉS D'ADMISSION**

Conformément à l'article 25 des statuts de la Société, le droit pour un actionnaire de voter à l'Assemblée en personne, par mandataire ou avant l'Assemblée par correspondance est subordonné au respect des deux formalités décrites ci-après :

- (a) l'enregistrement de la propriété des actions au nom de l'actionnaire le 16 avril 2014, à minuit (heure belge) (la « **Date d'enregistrement** »), de la manière suivante :
- pour ce qui concerne les **actions nominatives**, par l'inscription de ces actions au nom de l'actionnaire dans le registre des actions nominatives de la Société ; ou
  - pour ce qui concerne les **actions dématérialisées**, par l'inscription de ces actions au nom de l'actionnaire dans les comptes d'un teneur de compte agréé ou d'un organisme de liquidation. Les titulaires d'actions dématérialisées doivent demander à leur institution financière (teneur de compte agréé ou organisme de liquidation), de délivrer une attestation certifiant le nombre d'actions dématérialisées détenues par l'actionnaire auprès de cette institution à la Date d'enregistrement et d'envoyer celle-ci directement à Euroclear Belgium, Issuer Services, 1 boulevard du roi Albert II, 1210 Bruxelles (Belgique) (e-mail : [ebe.issuer@euroclear.com](mailto:ebe.issuer@euroclear.com) / fax : +32 2 337 54 46) au plus tard le 24 avril 2014 à 17 heures (heure belge);
- (b) la notification par écrit par l'actionnaire au plus tard le 24 avril 2014 à 17 heures (heure belge) de son intention de participer à l'Assemblée, ainsi que le nombre d'actions pour lequel il souhaite y participer :
1. les titulaires d'**actions dématérialisées** doivent envoyer cette notification directement à Euroclear Belgium, Issuer Services, 1 boulevard du roi Albert II, 1210 Bruxelles (Belgique) (e-mail : [ebe.issuer@euroclear.com](mailto:ebe.issuer@euroclear.com) / fax : +32 2 337 54 46) ;
  2. les titulaires d'**actions nominatives** doivent envoyer cette notification à Monsieur Benoît Loore, Anheuser-Busch InBev SA/NV, Brouwerijplein 1, 3000 Leuven (Belgique) (e-mail : [benoit.loore@ab-inbev.com](mailto:benoit.loore@ab-inbev.com) / fax : +32 16 50 68 70).

Seules les personnes qui sont actionnaires de la Société à la Date d'enregistrement auront le droit de participer et de voter à l'Assemblée.

#### **Formalités particulières devant être accomplies par les titulaires d'actions au porteur qui n'ont pas demandé la conversion de leurs actions en actions nominatives ou dématérialisées au plus tard le 31 décembre 2013**

Les détenteurs d'**actions au porteur** devaient convertir leurs actions au porteur en actions nominatives ou dématérialisées au plus tard le 31 décembre 2013, conformément à la loi

belge du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur. Le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les actions au porteur dont la conversion en actions nominatives ou dématérialisées n'avait pas été demandée par leur titulaire ont été automatiquement converties en actions dématérialisées et enregistrées par la Société en compte-titre au nom de la Société (les « **Actions Converties** »). Conformément à la loi du 14 décembre 2005, les Actions Converties resteront enregistrées au nom de la Société jusqu'à ce que le titulaire demande et obtienne l'enregistrement en son nom des actions dans le registre des actions nominatives de la Société ou dans les comptes d'un teneur de compte agréé ou d'un organisme de liquidation. Jusqu'à cet enregistrement au nom du titulaire, l'exercice de tous les droits attachés aux Actions Converties est suspendu.

Les détenteurs d'actions au porteur qui ne se sont pas fait connaître pour demander la conversion de leurs actions au porteur au plus tard le 31 décembre 2013 doivent contacter leur intermédiaire financier afin d'obtenir l'enregistrement des actions en leur nom (comme précisé ci-dessus) avant de satisfaire aux formalités d'admission à l'Assemblée indiquées ci-avant.

#### **VOTE PAR CORRESPONDANCE**

Tout actionnaire peut voter par correspondance avant l'Assemblée, conformément à l'article 26*bis* des statuts de la Société.

Ce vote doit être émis sur le formulaire papier établi par la Société. Le formulaire sur support papier pour le vote par correspondance peut être obtenu auprès de Monsieur Benoît Loore, Anheuser-Busch InBev SA/NV, Brouwerijplein 1, 3000 Leuven (Belgique) (e-mail : [benoit.loore@ab-inbev.com](mailto:benoit.loore@ab-inbev.com) / fax : +32 16 50 68 70) ou sur le site internet de la Société ([www.ab-inbev.com](http://www.ab-inbev.com)).

Le formulaire signé doit parvenir à Euroclear Belgium, Issuer Services, 1 boulevard du roi Albert II, 1210 Bruxelles (Belgique) (e-mail : [ebe.issuer@euroclear.com](mailto:ebe.issuer@euroclear.com) / fax : +32 2 337 54 46) au plus tard le 24 avril 2014 à 17 heures (heure belge).

#### **DÉSIGNATION DE MANDATAIRES**

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée par un mandataire. Sauf lorsque le droit belge autorise la désignation de plusieurs mandataires, un actionnaire ne peut désigner qu'une seule personne comme mandataire.

Tout mandataire doit être désigné en utilisant le formulaire papier établi par la Société. Le formulaire de désignation d'un mandataire peut être obtenu auprès de Monsieur Benoît Loore, Anheuser-Busch InBev SA/NV, Brouwerijplein 1, 3000 Leuven (Belgique) (e-mail : [benoit.loore@ab-inbev.com](mailto:benoit.loore@ab-inbev.com) / fax : +32 16 50 68 70) ou sur le site internet de la Société ([www.ab-inbev.com](http://www.ab-inbev.com)).

Le formulaire signé doit parvenir à Euroclear Belgium, Issuer Services, 1 boulevard du roi Albert II, 1210 Bruxelles (Belgique) (e-mail : [ebe.issuer@euroclear.com](mailto:ebe.issuer@euroclear.com) / fax : +32 2 337 54 46) au plus tard le 24 avril 2014 à 17 heures (heure belge).

Toute désignation d'un mandataire devra être conforme à la législation belge applicable, notamment en matière de conflits d'intérêts et de tenue de registre.

#### **IDENTIFICATION ET POUVOIRS DE REPRÉSENTATION**

Pour avoir accès à l'Assemblée, les personnes physiques qui entendent y participer en qualité de propriétaire de titres, de mandataire ou de représentant d'une personne morale

devront pouvoir justifier de leur identité, et les représentants de personnes morales devront remettre les documents établissant leur qualité de représentant ou de mandataires spéciaux. Il sera procédé à ces vérifications immédiatement avant le début de l'Assemblée.

#### **DROITS DES TITULAIRES D'OBLIGATIONS, DE DROITS DE SOUSCRIPTION OU DE CERTIFICATS**

Conformément à l'article 537 du Code des sociétés, les titulaires d'obligations, de droits de souscription ou de certificats émis avec la collaboration de la Société peuvent assister à l'Assemblée avec voix consultative seulement. Pour ce faire, ces titulaires doivent respecter les mêmes formalités d'admission que celles qui s'appliquent aux propriétaires d'actions et qui sont décrites ci-avant.

#### **MISE À DISPOSITION DES DOCUMENTS**

Le rapport annuel et les documents que la loi requiert de mettre à la disposition des actionnaires en même temps que la présente convocation, sont disponibles sur le site internet de la Société ([www.ab-inbev.com](http://www.ab-inbev.com)), en ce compris le formulaire de vote par correspondance et le formulaire de désignation d'un mandataire.

Les actionnaires, titulaires d'obligations, de droits de souscription ou de certificats émis avec la collaboration de la Société peuvent également prendre connaissance de tous les documents que la loi requiert de mettre à leur disposition, les jours ouvrables et pendant les heures normales d'ouverture des bureaux au siège administratif d'Anheuser-Busch InBev SA/NV, Brouwerijplein 1, 3000 Louvain.

#### **COMMUNICATIONS À LA SOCIÉTÉ**

Les questions écrites préalables concernant les sujets à l'ordre du jour, les requêtes visant à modifier l'ordre du jour de l'Assemblée et tout autre document qui doit être communiqué à la Société en vertu de la présente convocation doivent exclusivement être adressés à Monsieur Benoît Loore, Anheuser-Busch InBev SA/NV, Brouwerijplein 1, 3000 Louvain, Belgique (n° tel : + 32 (0)16 27 68 70 / email : [benoit.loore@ab-inbev.com](mailto:benoit.loore@ab-inbev.com)) selon les modalités spécifiées dans la présente convocation.

Les titulaires de titres émis par la Société peuvent également adresser toute question en relation avec l'Assemblée ou la présente convocation à Monsieur Benoît Loore.

Le Conseil d'administration